

+Extrait du document dévaluation du projet BVPI (PAD) montrant la problématique liée au secteur agricole

5. Agriculture, Riz et Irrigation. L'agriculture demeure le fondement de l'économie nationale de Madagascar. Elle contribue approximativement à un tiers de la totalité du Produit Intérieur Brut (PIB) et 40% de du total des exportations. Environ trois quart de la population dépend de l'agriculture comme moyen de subsistance. Environ la moitié de la superficie des terres de Madagascar est cultivable, mais un peu plus de 5% des terres sont récemment cultivés, avec une grande partie des zones cultivées sous irrigation (environ 40%). Le riz constitue la principale culture de base, comptant 70% de la totalité des produits agricoles. Les produits traditionnels d'exportation sont la vanille, le café et le girofle (Madagascar est le plus grand producteur de vanille naturelle dans le monde). L'élevage est très répandu, environ 60% des familles rurales en dépendent comme source de revenu. La pêche et la pisciculture sont devenues un des éléments les plus dynamiques du secteur primaire de l'économie Malagasy. La filière crevette constitue la deuxième plus grande source de devises étrangères et génère approximativement 62.000 emplois directs et 218.000 emplois indirects pour le pays.

6. La performance du secteur agricole a été insatisfaisante durant ces dernières années, malgré la libéralisation de l'économie, la forte dévaluation du taux de change et la privatisation des sociétés d'Etat. La sous-performance du secteur agricole est une cause majeure de la profonde pauvreté en milieu rural. Les systèmes agricoles demeurent très traditionnels. Deux tiers des ménages ruraux vivent du minimum vital et les rendements sont généralement très faibles. Le mauvais état des infrastructures présente une entrave au transport des produits, destinés tant à l'exportation qu'au niveau du marché local. La productivité agricole est également obstruée par l'accès difficile aux technologies agricoles, aux intrants et à d'autres services agricoles. Les services de vulgarisation font défaut. Seuls 1,5% des paysans à petite échelle ont accès aux crédits, et un faible taux de 5% du prêt total est consacré à l'agriculture. Les systèmes traditionnels de propriété foncière n'accordent pas une sécurisation suffisante aux paysans.

7 Le secteur du riz. Le riz est la principale culture de base et est cultivé par environ 85 pour cent des ménages agricoles. Il représente près de 70 pour cent de la production agricole et 48 pour cent de la consommation totale de calories. La superficie cultivée en riz est estimée à environ 1,60 millions d'hectares, dont environ 1,06 millions d'hectares sont constitués de riz irrigué cultivé durant la campagne principale, environ 0,28 million d'hectares sont du riz irrigué produit au cours de la deuxième saison, et environ 0,28 million d'hectares sont du riz pluvial (des plateaux et des bas-fonds). Les systèmes irrigués des bas-fonds prédominent, représentant plus de 90 pour cent de la production totale.

Madagascar est le plus grand producteur de riz en Afrique, mais les rendements de riz paddy restent faibles par rapport aux normes mondiales, avec une moyenne d'environ 3,0 t/ha. Au cours des dernières décennies, l'augmentation des rendements de riz n'a pas suivi le taux élevé de croissance démographique, mettant ainsi la pression sur les terres et les autres ressources et expliquant en partie la persistance des taux élevés de pauvreté. Une étude récente (Banque mondiale 2012) réalisée pour évaluer la performance des filières des principaux produits à Madagascar a conclu que "la compétitivité du riz produit à Madagascar est entravée par les coûts unitaires élevés de production dus à la faible productivité au niveau du champ" (Banque mondiale 2012).

Les contraintes. Les contraintes à la croissance de la productivité agricole, dont beaucoup sont liées à la production primaire, sont multiformes. Elles ont également tendance à être interdépendantes, ce qui signifie qu'elles ne peuvent être levées que grâce à des solutions intégrées impliquant des ensembles complets d'interventions. Parmi les principales contraintes figurent:

- (a) **L'utilisation d'une technologie de production dépassée:** Une technologie de production de riz améliorée est disponible, en particulier le système rizicole amélioré (SRA) et le système rizicole intensif (SRI), mais leur adoption par les producteurs a été limitée. Les SRA et les SRI sont pratiqués uniquement sur environ 9 pour cent de la superficie rizicole irriguée et sur moins de 1 pour cent de la superficie totale de riz. Les techniques de production traditionnelles dominent, couvrant environ 78 pour cent de la superficie totale cultivée en riz. L'adoption de variétés modernes a été négligeable, et environ 85 pour cent de la superficie cultivée en riz ne

reçoit pas d'engrais du tout. Les problèmes sous-jacents ont trait à la fois à la recherche sur le riz, y compris la disponibilité de semences de base de riz de grande valeur variétale, et l'adoption de la technologie disponible liée à un éventail de questions, y compris l'accès en temps opportun aux intrants, au crédit, à l'information, au stockage et aux marchés. L'une des plus grandes contraintes sous-jacentes est considérée comme étant les risques perçus par les producteurs (et d'autres entrepreneurs privés) liés à l'introduction de nouvelles technologies.

- (b) **L'utilisation inefficace des ressources foncières et hydriques:** Madagascar fait face à des contraintes importantes dans la pleine utilisation de ses abondantes ressources foncières et hydriques. Une forte proportion des terres agricoles est dégradée, car des années de pratiques de production non durables ont entraîné des pertes importantes de sol et d'éléments nutritifs. La plupart des systèmes d'irrigation sont loin d'être pleinement opérationnels, souvent en raison de la forte sédimentation et du manque d'entretien. Ces contraintes dues à l'homme sont exacerbées par les chocs externes, en particulier, le pays connaît de fréquents cyclones avec souvent des effets dévastateurs, y compris sur les systèmes d'irrigation. Au cœur de la réponse à ces questions et de la pleine utilisation des riches ressources foncières et hydriques malgaches de façon durable se trouvent un certain nombre de défis organisationnels et institutionnels relatifs à la gestion efficace des ressources communes.
- (c) **L'absence d'institutions appropriées pour assurer la durabilité.** On peut dire que le principal obstacle à l'amélioration de la productivité agricole et du riz est de nature institutionnelle. Les investissements antérieurs ont souvent permis des gains à court terme, mais à de nombreuses reprises n'ont pas été soutenus. Notamment, les faiblesses dans le dispositif institutionnel pour l'exploitation et l'entretien des systèmes d'irrigation et des bassins versants connexes ont entraîné leur dégradation d'où la nécessité même de ce Projet. Les faiblesses actuelles et la volatilité politique potentielle à Madagascar s'ajoutent à ces contraintes.

10. Dégradation du sol, ressources naturelles et aménagement. La dégradation du sol est l'un des graves problèmes les plus répandus au sein du secteur agricole à Madagascar. Le dynamisme de dégradation sur les *tanety* et les bas-fonds est souvent entrelacé et se renforce. Avec une stagnation des rendements au niveau des zones irriguées de basse altitude et une croissance démographique, les paysans étendent leurs activités agricoles sur les flancs des collines. L'utilisation des terres des bassins versants en amont supérieur est souvent basée sur des pratiques de gestion non durables et extensives, les plus importantes étant le manque du contrôle de l'érosion et le manque de gestion de la fertilité du sol au niveau des parcelles agricoles, la pratique du *tavy*, et les fréquents feux de brousse. La dégradation du sol est également générée par la déforestation pour des fins agricoles. Ces pratiques contribuent non seulement à la dégradation et à la faible productivité des *tanety* mais affectent également de façon considérable l'agriculture pratiquée dans les bas-fonds. L'érosion du sol des hautes terres et l'écoulement de l'eau de surface entraînent aussi une sédimentation au niveau des infrastructures en aval, provoquant la réduction des surfaces cultivées sous irrigation, des inondations locales des rizières durant la saison des pluies et un manque d'eau en saison d'étéage.

11. Leçons tirées des expériences du passé. Il existe un consensus clair émergent sur le besoin d'adopter une nouvelle approche au développement de l'irrigation à Madagascar. Un rapport récent de la Banque Mondiale sur l'impact des dépenses publiques sur la productivité d'irrigation¹ confirme la productivité stagnante de paddy au niveau national, mais aussi le rapport a trouvé que les investissements globaux dans les schémas d'irrigation communautaire à petite échelle a eu un impact positif localisé sur la productivité. Toutefois, même sur de tels schémas ayant bénéficié des investissements, il demeure un important déficit de rendement et une faible durabilité identifiés comme facteurs clés de la performance insatisfaisante de l'agriculture irriguée. Les recommandations incluent (i) la promotion de la révolution verte et des technologies agro-écologiques afin de relancer la productivité au-delà du niveau actuel, et (ii) un cadre de sensibilisation approprié pour l'exploitation

¹ Madagascar : Impact des dépenses Publiques sur la productivité des Périmètres Irrigués (1985- 2004)

et la maintenance des infrastructures d'irrigation, aussi bien que pour les mécanismes financiers de prévention contre des dégâts cycloniques.

12. Le besoin d'adopter une approche pour l'intensification agricole qui va au-delà de simple réhabilitation des infrastructures a été confirmé par le Travail Sectoriel et Economique '*Madagascar – Revue du Secteur Environnemental et Rural* (2003)'. Sur la base des enquêtes ménages et des analyses économétriques, le rapport présente une liste complète des contraintes à la productivité croissante, incluant l'accès au financement, aux intrants, aux marchés et aux équipements, aux problèmes associés à la dégradation du sol et à la sédimentation, et au manque de maintenance des infrastructures d'irrigation. Ainsi les expériences passées soulignent le besoin d'adopter une approche intégrée pour l'intensification agricole dans les bassins versants de Madagascar. Cette nouvelle approche devra d'une part (i) avoir comme objectif la mise en place d'une sensibilisation appropriée et d'un cadre de financement pour une exploitation et une maintenance efficace des infrastructures d'irrigation, aussi bien que pour l'atténuation des dommages causés par les fréquents cyclones affectant le pays ; et d'autre part (ii) aborder un éventail de problèmes relatifs au développement de l'agriculture ainsi que la conservation de l'eau et du sol dans les bassins versants en amont supérieur.

13. Les expériences générales en apportent une confirmation consistante. Un rapport de la Banque '*Opérations de gestion de Bassin Versant : Approches, défis et leçons émergentes* (ARD 2006)' propose une nouvelle approche de gestion de bassin versant qui se distancie des approches antérieures directives et basées sur du génie traditionnel, vers un nouveau concept impliquant une approche intégrée participative. L'approche suggère la mise en place de solides institutions locales, et d'aborder un éventail d'objectifs touchant la conservation de l'eau et du sol et le développement rural intégré.

14. Lettre de Politique de gestion des Bassins Versants et Périmètres Irrigués. Ces leçons ainsi que le besoin d'adopter une approche complète et à long terme pour le développement de l'irrigation sont entièrement reflétées dans la nouvelle *Lettre de Politique de gestion des Bassins Versants et Périmètres Irrigués* du Gouvernement de Madagascar qui résume les objectifs politiques du Gouvernement relatifs au développement de l'irrigation. La Lettre de Politique fournit une description claire des raisons pour lesquelles un faible développement du secteur d'irrigation a été observé au sein du pays et des contraintes nécessitant l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement. Par conséquent, la Lettre de Politique stipule clairement que comme il est urgent d'encourager la production agricole au niveau de ces zones à fort potentiel par la réhabilitation des périmètres existants, il est tout d'abord nécessaire de satisfaire des conditions préalables importantes, à savoir: (i) relier les producteurs aux marchés par l'amélioration du transport et des infrastructures de liaison, (ii) établir un environnement politique d'appui et assurer l'accès adéquat aux services indispensables ; (iii) assurer l'approvisionnement par des opérateurs à travers des consultations adéquates ; (iv) améliorer leur capacité de paiement et de gestion ; et (v) mettre en place un cadre institutionnel et offrir une motivation assurant une responsabilité financière pour une utilisation et une maintenance appropriées des infrastructures. Cette *Lettre de Politique de gestion des Bassins Versants et Périmètres Irrigués* pourvoira le cadre de l'opération proposée.